

Pour une sortie de crise dans les plus brefs délais

L'Instance de dialogue intensifie ses rencontres

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4866 - Mercredi 28 août 2019 - Prix : 10 DA

Naftal/Sétif

Un véhicule prend feu dans une station-service faisant cinq blessés

Page 24



Projets AADL et LSP en souffrance

Enième promesse d'une solution

Page 2

Israël élargit le cercle de ses agressions

Par Mohamed Habili

Les attaques d'Israël au Liban (la première au drone contre des bureaux du Hezbollah à Beyrouth, la seconde en forme de raid aérien contre des positions du palestinien FPLP), les premières depuis la guerre de 2006 qui l'avait opposé au Hezbollah, constituent une déclaration de guerre aux yeux de Michel Aoun, le président libanais. Naturellement, c'est ce qu'elles sont aussi pour le leader du Hezbollah, Hassan Nasrallah, qui a promis d'y répondre le moment venu. Par la même occasion, Nasrallah a mis en garde le gouvernement de son pays sur le danger qu'il y a à se contenter de s'en indigner tout en recherchant leur condamnation par les instances de la communauté internationale. En plus de constituer les premières agressions israéliennes contre le Liban depuis des années, ces attaques prennent place dans une série d'actions israéliennes effectuées en Syrie, contre des positions du Hezbollah et des Gardiens de la révolution, mais aussi en Irak contre des groupes pro-iraniens. Si les raids aériens israéliens sont monnaie courante en Syrie depuis maintenant plusieurs années, en revanche c'est la première fois que des attaques, au drone à ce qu'il semble, sont effectuées en Irak. Comme à leur habitude, les autorités israéliennes n'ont rien revendiqué, ce qui n'a pas empêché Benjamin Netanyahu de s'en féliciter à mots à peine couverts, et d'en promettre d'autres contre «l'ennemi iranien» où que celui-ci se trouve. **Suite en page 3**

3^e jour de sa visite en 2^e Région militaire

Gaïd Salah : «L'Institution militaire saura faire face avec force et rigueur à la bande»



Ph/MDN

«L'Institution militaire saura faire face avec force et rigueur à la bande, ses acolytes et ceux qui gravitent autour d'elle, et ne permettra à quiconque de porter atteinte à la réputation de l'Algérie parmi les nations, à sa glorieuse histoire et à la dignité de son peuple authentique». C'est là une déclaration tenue hier par Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, dans une allocution prononcée au 3^e jour de sa visite en 2^e Région militaire à Oran. **Lire page 3**

27^e mardi

Etudiants et citoyens marchent pour le changement

Page 2

Festival international de théâtre de Mont-Laurier

L'Algérie invitée

Page 13

Projets AADL et LSP en souffrance

Enième promesse d'une solution

■ Plusieurs chantiers demeurent inachevés à travers le territoire national. Des milliers de logements qui devaient être réceptionnés il y a des années, selon les délais contractuels fixés par les maîtres d'ouvrages, sont en stagnation dans de nombreuses wilayas. Des exemples de retards ne manquent pas, à l'image de la tristement célèbre cité 2684 logements LSP de Draria, lancée en 2008, dont le projet fait du surplace. Ainsi, les travaux entrepris par Batigec Immo puis repris par Condor ont accumulé un énorme retard. Au rythme de leur avancement, la livraison de ces logements ne sera pas pour demain.

Par Meriem Benchaouia

La réalisation des différents programmes de logements en Algérie accuse d'énormes retards. Tous les segments du logement sont en souffrance, que ce soit l'AADL, le LSP, le LPP, social, etc. Sur un total de logements en projet, tous types confondus, seuls quelques-uns sont achevés et la plupart ne sont pas encore distribués. Le comble du paradoxe est que les bénéficiaires ont commencé d'ores et déjà à rembourser les prêts qu'ils avaient contractés auprès des banques, ce qui ne cesse de provoquer leur colère. En effet, plusieurs chantiers demeurent inachevés à travers le territoire national. Des milliers de logements qui devaient être réceptionnés il y a des années, selon les délais contractuels fixés par les maîtres d'ouvrages dans de nombreuses wilayas sont en stagnation, cela est imputé notamment au manque de qualification des entreprises chargées de leur réalisation et de la flambée spectaculaire des prix des matériaux de construction. A cet effet, le ministre de l'Habitat, Kamel Beldjoud a affirmé que «tous les projets à lancer

dans les secteurs de l'Habitat et des équipements publics seront confiés particulièrement aux bureaux d'études et aux entreprises de réalisation nationaux». Le ministre a appelé les entreprises nationales activant dans le domaine du bâtiment et des travaux publics au «respect des contrats conclus dans ce cadre, notamment en matière de qualité de travaux et délais de réalisation», affirmant que ses services s'attendent à «répertorier les entreprises défaillantes pour les éliminer des concours d'attribution de marchés». A ce titre, M. Beldjoud, qui a exprimé sa colère face au retard enregistré dans la réalisation des projets de 500 logements location-vente (AADL2) à la commune de M'daourouch et 1 500 unités de même type au plan d'occupation de sol (POS) n° 9 au chef-lieu de la wilaya de Souk Ahras, confiés à la même entreprise de réalisation de statut privé, a donné des instructions fermes aux responsables locaux du secteur pour «confier les projets uniquement aux entreprises possédant les capacités et les moyens nécessaires». Par ailleurs, le ministre qui a eu à écouter les préoccupations des citoyens n'ayant pas bénéficié de logement dans le



Ph.D.R.

cadre du programme de logement social participatif (LSP) des années 2006, 2007 et 2008, a affirmé que l'Etat «a pris toutes les mesures nécessaires pour réussir la formule revue du logement promotionnel aidé (LPA) devant éviter les erreurs commises dans les projets LSP». A cette préoccupation exprimée par des citoyens dans les communes de Sedrata, M'daourouch et Souk-Ahras, le ministre s'est

engagé à étudier ce dossier «au cas par cas», de concert avec les représentants des bénéficiaires, en vue de prendre les mesures nécessaires et obliger les entreprises concernées à parachever les programmes «quitte à saisir la justice». Sur le site de réalisation de 1 500 logements location-vente au POS n° 9 dans la ville de Souk-Ahras, le ministre qui a pris note des préoccupations posées par les représentants de

l'association des souscripteurs à l'AADL2, s'agissant du retard enregistré dans la réalisation de ce programme lancé en 2013, a donné des instructions pour livrer un 1^{er} quota de 550 logements «avant la fin 2019» et de redoubler d'efforts pour achever le restant des lots dans les meilleurs délais, à défaut, «le contrat pourrait être résilié», a-t-il menacé.

M. B.

27^e mardi

Etudiants et citoyens marchent pour le changement

Infatigables, assoiffés de changement, des centaines de citoyens et une trentaine d'étudiants ont investi hier la rue. Ils ont marché à Alger, réaffirmant leur attachement aux revendications portant sur la libération des détenus d'opinion du Hirak et le départ des symboles restants de l'ancien régime. Liberté, justice, démocratie, changement, articles 7 et 8, tels étaient les revendications et les termes que les manifestants ne cessent de revendiquer à chaque marche. Les manifestants ont été nombreux hier à investir la rue sous un soleil de plomb. En effet, dès 10h du matin, une trentaine d'étudiants rejoints par des centaines de citoyens ont entamé leur marche de la Place des martyrs en direction de la place Maurice Audin où un important dispositif sécuritaire les attendait. Les marcheurs, dont certains étaient enveloppés de l'emblème national, ont appelé la justice à poursuivre son travail de lutte contre la corruption et la récupération des fonds dérobés brandissant des banderoles sur lesquelles étaient écrit : «Silmiya, silmiya» (Pacifique, pacifique), «Application des articles 7 et 8 de la Constitution» stipulant que «Le peuple est source de tout pouvoir». D'autres groupes

parmi les manifestants criaient «al sabi'a wa thamina» (le 7^e et le 8^e) en référence, toujours, aux articles 7 et 8 de la Constitution. Affichant leur détermination à poursuivre leur mouvement jusqu'à satisfaction de leurs revendications, les citoyens scandaient : «manhabssouch hata terahou ga3» (on n'arrêtera pas jusqu'à ce que vous partiez tous). Ils ont en outre revendiqué la «lutte contre la corruption» et «l'instauration d'un Etat démocratique». Réclamant le «déracinement de la corruption à tous les niveaux» et le «jugement de

tous les responsables de la crise que vit le pays», les manifestants ont exigé à travers leurs slogans «le respect de la volonté populaire». «On ne nie pas qu'il y a eu du changement depuis le début du Hirak mais est à notre 54^e marche (27 mardis plus les 27 vendredis), et le pays est encore en crise politique, le vrai changement n'a pas encore été fait», nous confie un père de famille venu apporter son soutien aux étudiants. «Je suis là pour marcher à leurs côtés et prouver à tous qu'on est solidaires, unis et nous ne formons qu'un». Les par-

ticipants à cette marche ont appelé à un consensus entre les différentes franges de la société et de la scène politique, idéologique et culturelle afin de sortir de la crise actuelle et ont réaffirmé leur «refus de dialoguer avec les résidus du système», soutenant que «c'est au peuple que revient le droit de choisir les personnes qui le représente et de choisir son président». Ils ont réclamé la «libération des personnes arrêtées lors des marches pacifiques», ainsi que «la dissolution de certains partis politiques». Ils ont également

insisté sur la continuité des marches pacifiques, jusqu'à la satisfaction de toutes les revendications du mouvement populaire, appelant à l'instauration d'un Etat de droit et la protection des droits et des libertés. Dans leurs slogans, les manifestants ont également appelé avec force à l'unité du peuple algérien. En ce qui concerne l'élection présidentielle, les manifestants ont appelé à des «élections propres et honnêtes» et à «une autorité indépendante pour l'organisation et la surveillance des élections».

Thinhinene Khouchi

Marche de la communauté universitaire à Béjaïa

La mobilisation se poursuit pour l'instauration d'un Etat démocratique

La communauté universitaire de Béjaïa a de nouveau investi la rue hier, dans une nouvelle manifestation en faveur du changement du régime politique et l'instauration d'un Etat de droit, démocratique, social et civil. Des milliers d'étudiantes, étudiants, enseignants, travailleurs et membres de la société civile ont battu le pavé depuis le campus universitaire de Targa Ouzemour jusqu'à la place Saïd Mekbel, scandant des slogans hostiles au pouvoir et exigeant le départ des symboles du régime

à l'origine de la crise multidimensionnelle que vit le pays depuis des décennies. Les manifestants ont exigé hier, pour la 27^e marche consécutive, voire 30 marches à Béjaïa depuis le début du Hirak, les revendications populaires visant à tourner la page d'un système qui a conduit le pays à la ruine, des revendications de nature à provoquer le changement de régime politique, l'instauration d'une deuxième République démocratique, populaire et la consolidation de l'unité nationale par la

consécration d'un Etat de droit. Les manifestants scandaient des slogans en faveur de la souveraineté populaire, réitérant leur détermination à poursuivre la lutte : «Siyada chaâbia», «Ya h'na yentouma maranèche habissine», «Silmiya silmiya thawra chaâbia». «Nous allons sortir encore dans la rue pour revendiquer un changement radical du régime et le départ de ceux qui sont à l'origine de la faillite du pays», a déclaré un étudiant. Et d'ajouter : «Les élections ne peuvent à elles seules régler la crise

que vit le pays ; on veut un changement de régime pas un semblant de changement». «Djazair houira démocratia» (Algérie libre et démocratique), «Libérez les détenus, libérez Bouragaâ», «Ulac l'vote ulac», «Système dégage», «Libérez les otages», «Anedou anedou alema yaghlhi udhavu : la lutte continue jusqu'à la chute du régime», autant de slogans scandés par la communauté universitaire de Béjaïa.

Hocine Cherfa

3^e jour de sa visite en 2^e Région militaire

Gaïd Salah : «L'Institution militaire saura faire face avec force et rigueur à la bande»

■ *«L'Institution militaire saura faire face avec force et rigueur à la bande, ses acolytes et ceux qui gravitent autour d'elle, et ne permettra à quiconque de porter atteinte à la réputation de l'Algérie parmi les nations, à sa glorieuse histoire et à la dignité de son peuple authentique».*

C'est là une déclaration tenue hier par Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, dans une allocution prononcée au 3^e jour de sa visite en 2^e Région militaire à Oran.

Par Lynda Naili

Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'ANP, dans une allocution prononcée à cette occasion a souligné les positions «immuables» de l'Institution militaire qui «saura faire face avec force et rigueur (...) à la bande, ses acolytes et ceux qui gravitent autour d'elle sont loin de se réaliser, car l'Institution militaire, et nous le réitérons avec insistance, saura contrecarrer avec force et rigueur toutes ces parties hostiles, aux côtés de tous les patriotes fidèles et loyaux au serment des vaillants chouhada, et ne permettra à quiconque de porter atteinte à la réputation de l'Algérie parmi les nations, à sa glorieuse histoire et à la dignité de son peuple authentique». A ce titre, poursuivra-t-il, «nous œuvrerons ensemble et sans relâche à mettre en échec tous les plans abjects de ces parties et de ces mercenaires, dont les positions sont de plus en plus instables et contradictoires, car elles ne sont tout simplement pas le fruit de leurs propres décisions, mais sont dictées par leurs maîtres, qui les contrôlent et les dirigent comme bon leur semble, en tentant de minimiser le rôle de l'Algérie sur le plan régional et international». Et d'ajouter que l'Algérie, «pays-continent, riche de son histoire séculaire, fort de par ses positions de principe immuables, ses potentiels et ses richesses (...) n'a pas besoin de ce genre de personnes, elle a plutôt besoin de patriotes fidèles qui travaillent selon des plans étudiés, en faisant preuve de sens de responsabilité et de



réserve, tout en évitant de faire des déclarations irréfléchies aux conséquences improbables, et en œuvrant à proposer des initiatives qui servent l'intérêt du pays et contribuent à sa sortie de crise». Aussi, rappelant «les liens forts qui unissent le peuple algérien et son armée», le général de corps d'armée estimera que le «peuple conscient et mature n'a besoin de la tutelle de qui que ce soit, ni que l'on lui dicte quoi faire». «Ce peuple est le seul à choisir librement et dans la transparence le futur président de la République», a-t-il soutenu.

«Le peuple n'a besoin d'aucune tutelle»

Dans ce sens, soulignant que «le peuple algérien conscient et mature n'a besoin d'aucune tutelle, quelle qu'elle soit, ni que l'on

lui dicte quoi faire», Gaïd Salah insistera pour dire que «ce peuple est le seul à choisir librement et dans la transparence le futur président de la République, car notre pays ne sera bâti par la bande qui n'a jamais connu véritablement l'Algérie et son peuple, ni ne l'a soutenu pendant les moments difficiles et lors des crises (...)».

L'ANP veille sur la sécurité des frontières et l'amélioration des conditions de vie de ses habitants

Par ailleurs, Gaïd Salah évoquera «ce qui a été réalisé au niveau des régions sud du pays», dira que «tous ces efforts contribueront sans nul doute à relancer l'économie dans ces vastes régions et à améliorer ainsi les

conditions de vie de leurs habitants, notamment au niveau de la bande frontalière sud, où les éléments de nos Forces armées veillent à leur totale sécurisation et à contrecarrer toute tentative de porter atteinte à l'intégrité territoriale de notre chère patrie».

Enfin, le général de corps d'armée réitérera la détermination de l'ANP «à contribuer avec efficacité à surmonter cette phase cruciale que traverse notre pays et à aplanir les difficultés et les obstacles et neutraliser toutes les mines semées par la bande au sein des différentes institutions». L'ANP «restera éternellement le fidèle serviteur de la nation, positionnée en rempart pour protéger les frontières, tout en bâtissant et développant toutes ses composantes, son objectif majeur étant la sauvegarde du legs des vaillants chouhada, et la préservation du présent et de l'avenir de l'Algérie», a assuré Ahmed Gaïd Salah. **L. N.**

LA QUESTION DU JOUR

Israël élargit le cercle de ses agressions

Suite de la page une

Où qu'il se trouve... hors de l'Iran, bien entendu. Une précision que n'apporte jamais Netanyahu, mais on dirait seulement parce qu'elle va de soi. Si l'ennemi iranien ne doit se sentir nulle part en sécurité, une logique élémentaire voudrait que ce soit chez lui bien plus que dans le voisinage qu'il doit subir périodiquement les foudres d'Israël et vivre dans leur crainte. Si ses raids avaient été efficaces en Syrie, eux qui pourtant ne se comptent plus, cela fait déjà un bout de temps qu'elles y auraient éradiqué toute présence iranienne. Non seulement il n'en est rien, mais cette présence n'a fait, à ce qu'il semble tout au moins, que se renforcer. La seule chose que l'Iran et ses alliés n'aient pas encore fait, c'est de répondre à chaque fois qu'ils sont attaqués. Il n'est pas dit toutefois que cela ne puisse arriver un jour, un jour qui n'est peut-être pas lointain. En Syrie, l'Iran ne veut pas se laisser distraire de sa tâche principale dans ce pays, qui est d'aider à la victoire du pouvoir syrien sur la rébellion dans sa diversité, maintenant que cette victoire se dessine nettement à l'horizon. Pour lui, comme pour Damas du reste, ce n'est pas le moment d'entrer en guerre avec Israël. Au jour d'aujourd'hui, Damas et Téhéran auraient les moyens militaires de contrecarrer les attaques israéliennes qu'ils ne s'en serviraient peut-être pas, qu'ils laisseraient encore Israël les multiplier à sa guise. Dans leur camp, le seul qui soit éventuellement autorisé à lui donner la réplique sans attendre pour cela la fin de la guerre en Syrie, c'est le Hezbollah, ce qu'il ferait le cas échéant depuis le Liban même. De fait, les propos du chef du Hezbollah, tenus à l'adresse de ses militants le lendemain immédiat de l'attaque au drone sur Beyrouth, donnent à penser que sa patience est à bout, et qu'il ne laisserait pas sans riposte une prochaine agression israélienne. **M. H.**

Pour une sortie de crise dans les plus brefs délais

L'Instance de dialogue intensifie ses rencontres

Depuis son installation, le panel de dialogue et de médiation multiplie les rencontres avec des acteurs de la société civile, des jeunes venus de différentes régions du pays, mais aussi avec des partis politiques dans le but de convaincre le maximum de personnalités de prendre part au dialogue national qui est considéré comme la seule issue à la crise politique actuelle. Les membres de l'Instance de dialogue et de médiation ont entamé des visites dans différentes wilayas du pays en vue d'organiser des rencontres avec les composantes de la société civile. Dans un communiqué rendu public hier, l'Instance a souligné qu'une

«écoute attentive» a été prêtée aux préoccupations de ces acteurs de la société civile et à ces centaines de ces jeunes citoyens et «leurs opinions et contributions prises en compte et enregistrées». Tout en se félicitant de l'ampleur des initiatives prises dans le cadre du dialogue, notamment par les jeunes, l'Instance a précisé, n'ayant donné mandat à quiconque, en Algérie comme à l'étranger. L'Instance, dont la coordination des travaux a été confiée à Karim Younés, ancien président de l'Assemblée populaire nationale, a pour principale mission de contribuer à réunir les conditions nécessaires à l'organisation du prochain scrutin

présidentiel dans «une transparence totale et une régularité sans faille». Le dialogue doit porter sur tous les aspects liés à l'organisation de ce scrutin, ses étapes préparatoires, les conditions qui lui sont nécessaires, le déroulement du calendrier électoral et la date de l'élection présidentielle. Le dialogue doit être aussi «inclusif, en réunissant l'ensemble de la classe politique, les acteurs les plus représentatifs de la société civile, des personnalités nationales ainsi que des représentants du mouvement populaire, s'ils le souhaitent». Quel est le l'objectif assigné à cette démarche ? L'objectif principal est la tenue d'une conférence nationale qui doit déboucher

sur l'organisation d'une élection présidentielle. Pour rappel, il a été décidé, le 16 août, à l'installation du conseil consultatif de l'Instance de dialogue et de médiation, composé de sages, d'experts, d'universitaires et d'acteurs du Hirk populaire. Parmi les partis politiques qui ont accepté l'invitation de Karim Younés, Abdelaziz Belaid du front El-Moustakbal, Ali Benflis de Talaï El Houryate et Abdelkader Bengrina du parti El Bina, le président du Mouvement Infitah, Omar Bouacha, et le président de l'Union des forces démocratiques et sociales, Nourredine Bahbouh. L'Instance de dialogue et de médiation a rencontré hier, le président du

parti El-Fadjr El-Djadid, Tahar Benbaibache et le président de du parti Rassemblement national républicain, Abdelkader Merbah.

En revanche, avant-hier, le Mouvement de la société pour la paix (MSP), a décliné l'invitation des membres du panel pour le dialogue et la médiation.

En outre, l'association des grands invalides de la guerre de Libération nationale a loué, hier à Oran, par la voix de son président, Haï Abdennebi, le travail de l'Instance de dialogue et de médiation, indiquant qu'«elle peut contribuer de manière efficace à la sortie de la crise politique que connaît le pays».

Louiza Ait Ramdane

Traitement des déchets hospitaliers

Vers la création d'un pôle régional à Annaba

■ Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Mohamed Miraoui, a annoncé à Annaba que son département «œuvre pour la création d'un pôle régional de traitement des déchets hospitaliers à Annaba, doté de nouvelles technologies modernes pour préserver la santé des citoyens et protéger l'environnement».

Par Safia O.

«**C**e nouveau pôle permettra le traitement des déchets hospitaliers de la wilaya d'Annaba et des wilayas limitrophes conformément aux normes internationales», a précisé le ministre lors de l'inauguration d'une unité de traitement des déchets hospitaliers au niveau de l'hôpital «Ibn Rochd» relevant du centre hospitalier universitaire CHU-Annaba. Dans ce contexte, le ministre a annon-



cé qu'une enveloppe financière de l'ordre de 100 millions DA a été mobilisée pour la création d'une deuxième unité à Annaba, de traitement des déchets hospitaliers «en concrétisation de la stratégie du ministère dans la Santé». Selon les explications fournies, la capacité de traitement des déchets hospitaliers de cette unité est estimée à 300 kg par heure. L'unité a traité, au cours des trois derniers mois, 70 tonnes de déchets hospitaliers du CHU d'Annaba, sur un total 400 tonnes, a-t-on relevé. Le traitement des déchets hospitaliers

se fait à la vapeur, conformément aux normes internationales. La procédure permet d'éliminer les risques nuisibles à la santé de ces déchets transformés après traitement en déchets organiques. Le ministre de la Santé a inspecté le projet de réalisation d'un hôpital spécialisé en cardiologie et en chirurgie cardiaque pour enfants et adultes dans la commune d'El-Bouni, où il a annoncé l'octroi d'un montant de 420 millions DA pour le parachèvement des travaux de cette structure avec la perspective de mettre en service cet hôpital «au

cours du premier semestre de l'année 2020». Le ministre a insisté, lors de l'inspection de cette infrastructure d'une capacité de 120 lits, sur la nécessité du «respect des délais de réalisation et de la qualité des travaux afin de finaliser la carte sanitaire de la wilaya englobant la création d'un pôle sanitaire à El-Bouni pour alléger la pression exercée sur le CHU et améliorer la qualité des soins fournis aux patients. En outre, M. Miraoui a inauguré une polyclinique dans la nouvelle ville «Draa Errich», dans la commune d'Oued

Laaneb, et a inspecté une polyclinique et un établissement hospitalier privé à Seraïdi, où il a donné des instructions pour définir les priorités dans le cadre d'un programme visant la réhabilitation des établissements de proximité de santé. Le ministre a également effectué une visite d'inspection au Centre anti-cancer (CAC) d'Annaba, où il a insisté sur la promotion des services de l'hospitalisation à domicile, rappelant l'importance de la sensibilisation afin de promouvoir le dépistage précoce de la maladie et réduire les délais d'attente pour la radiothérapie. Le ministre de la Santé a rappelé, lors d'une réunion de travail avec les cadres du secteur dans la wilaya d'Annaba, la stratégie du gouvernement visant à améliorer la qualité des services fournis aux patients, soulignant la nécessité de «coordonner les efforts déployés par les différents départements de la Santé et de créer des réseaux de services spécialisés de santé». Il a également appelé à encourager le travail de coopération et jumelage entre les établissements de santé du Nord et du Sud et les établissements des Hauts-Plateaux. Le ministre a aussi instruit à l'effet d'évaluer la performance au niveau des différents établissements sanitaires et relancer la maintenance des équipements, ainsi que la rationalisation de la gestion des ressources humaines et matérielles. S. O.

Rentrée universitaire 2019-2020

L'ensemble des œuvres universitaires «assurées»

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tayeb Bouzid, a indiqué, lundi à Alger, que toutes les œuvres universitaires seront «assurées» durant la nouvelle année universitaire. «Toutes les œuvres universitaires seront assurées aux étudiants de l'ensemble des universités du pays durant la nouvelle année universitaire et tout se passera normalement», a déclaré à la presse le ministre lors d'une visite d'ins-

pection de projets relevant de son secteur dans la wilaya d'Alger. «Il n'y aura aucun problème de transport universitaire», notamment après la désignation par la Justice d'administrateurs pour la gestion des entreprises dont les propriétaires sont en détention provisoire, comme c'est le cas pour Mahieddine Tahkout, propriétaire de l'entreprise de transport universitaire, a-t-il ajouté. A une question sur la proposition d'introduction de

l'anglais dans l'enseignement universitaire, le ministre a estimé que l'enseignement de cette langue était une «réalité inéluctable» et qu'«elle sera progressivement généralisée après l'installation d'un comité d'experts pour étudier la proposition». M. Bouzid a, en outre, réitéré son appel à la nécessité pour la corporation universitaire d'«envisager l'ouverture de filières et de spécialités universitaires favorisant la croissance économique, à l'instar de la

gestion numérique, les technologies de pointe et les énergies renouvelables». Le ministre a, par ailleurs, fait état du «recrutement de 1 000 enseignants universitaires avec la mise à jour de la liste des universités ayant besoin», soulignant qu'il y aura «1 300 départs à la retraite». Inspectant le projet de réalisation du Pôle universitaire de la ville de Sidi Abdallah d'une capacité de 20 000 places pédagogiques et 11 000 lits, le ministre n'a pas

caché son mécontentement devant la cadence lente des travaux. Il a toutefois assuré que le retard accusé «n'impactera pas le déroulement de la prochaine rentrée universitaire». Le ministre a également inspecté le projet de réalisation de 4 000 places pédagogiques à l'Université Alger 2 (Bouzaréah) et celui de réalisation d'une résidence universitaire de 3 756 lits à El-Djorf (Bab Ezzouar) qui devraient être livrés avant fin 2019. Dania T.

Lutte contre l'exploitation illégale des plages à Alger

Près de 1 900 tables, 499 chaises et 855 parasols saisis

Près de 1 900 tables et 855 parasols ont été saisis au niveau des plages de la capitale dans le cadre d'affaires liées à l'exploitation illégale des plages, des parkings et des camps d'été, a indiqué, lundi, la chargée de la communication du Groupement

territorial de la Gendarmerie nationale d'Alger, le Capitaine Ounis Souad. Dans le cadre du plan de sécurisation de la saison estivale 2019, les brigades du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Alger ont inspecté 32 plages relevant de

leur territoire de compétence, dont 2 non autorisées à la baignade, à travers les différents communes d'Alger, a déclaré le capitaine Ounis Souad, soulignant que l'opération s'est soldée par la saisie de 1 853 tables, 855 parasols et 499 chaises. Dans le cadre du

traitement de 14 affaires liées à l'exploitation illégale des parkings, les éléments du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Alger ont établi des PV et arrêté des individus qui ont été présentés aux juridictions compétentes. Pour rappel, ces opérations qui

s'inscrivent dans le cadre des activités préventives visant à assurer la sécurité des estivants, à garantir la gratuité des plages et à lutter contre l'exploitation illégale des parkings, se poursuivent sur le terrain jusqu'à la fin de la saison estivale. Lilia A.

Fonction publique

La journée du 1^{er} Moharam chômée et payée

La journée du 1^{er} Moharam annonçant le nouvel an de l'Hégire 1441 sera chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, y compris les personnels payés à l'heure ou

à la journée, a indiqué, hier, un communiqué de la Fonction publique et de la Réforme administrative. «A l'occasion du nouvel an de l'Hégire et conformément à la loi 63-278 du 26 juillet 1963 modifiée et complétée fixant

la liste des fêtes légales, la journée du 1^{er} Moharam 1441 de l'Hégire est chômée et payée pour l'ensemble des personnels des institutions et administrations publiques, des établissements et offices publics et privés, ainsi

qu'aux personnels des entreprises publiques et privées, tous secteurs et statuts juridiques confondus, y compris les personnels payés à l'heure ou à la journée», note le communiqué. Toutefois, les institutions, admi-

nistrations, établissements, offices et entreprises précités «sont tenus de prendre les mesures nécessaires pour assurer la continuité des services organisés en mode travail posté», a précisé la même source. R. N.

Accord Opep-non Opep

Une conformité globale de 159 % en juillet

■ La conformité globale aux accords d'ajustement volontaire de la production pétrolière entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires non-Opep a été de 159 % en juillet dernier, a indiqué hier l'Opep dans un communiqué publié sur son site web.

Par Salem K.

«**L**a conformité globale de 159% en juillet 2019 était supérieure de 22 points de pourcentage à celle de juin 2019 et la conformité moyenne de 134% depuis janvier 2019 était la plus élevée à ce jour en 2019», a précisé le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep-non Opep (JMCC) suite à l'examen de rapport mensuel préparé par son Comité technique conjoint (JTC) et les développements récents sur le marché mondial du pétrole, ainsi que les perspectives à court terme pour 2019 et 2020. Ce niveau élevé de conformité globale a «compensé l'incertitude» du marché en raison des «inquiétudes» liées à la croissance économique en cours, note le JMCC, qui a réitéré la valeur critique de son engagement à maintenir la stabilité du marché en période d'incertitude. A cette occasion, le JMCC a souligné «l'importance croissante» de la Déclaration de coopération pour la stabilité du marché pétrolier, qui, conjuguée à une demande de pétrole en bonne santé, a stoppé la croissance des stocks



mondiaux de pétrole et devrait entraîner des prélèvements importants au second semestre. Le JMCC a également noté que, «à l'avenir, les prévisions des principaux prévisionnistes relatives aux fondamentaux du marché pétrolier resteraient robustes en 2019 et 2020». Ce Comité a exhorté tous les pays participant à la Déclaration de coopération à poursuivre leurs efforts pour se

conformer pleinement et en temps voulu aux ajustements volontaires de la production sur la base des décisions de la 176e réunion de la conférence de l'Opep, tenue le 1^{er} juillet 2019, et de la 6^e réunion ministérielle de l'Opep et non-Opep, 2 juillet 2019. L'Organisation et ses partenaires à leur tête la Russie avaient reconduit leur accord de limitation de production lors de

la sixième réunion ministérielle des pays Opep et Non-Opep tenue en juillet dernier à Vienne. Cet accord a été prolongé pour une durée de 9 mois à partir du 1^{er} juillet 2019. En décembre 2018, l'Opep avait convenu avec dix pays producteurs non-Opep, d'une baisse conjointe de leur production de 1,2 million de barils, avec une réduction de 800 000 barils/jour par l'Opep et

de 400 000 barils/jour par ces pays producteurs non-Opep. Pour rappel, le JMCC a été créé à la suite de la 171^e Conférence ministérielle de l'Opep du 30 novembre 2016 et de la «Déclaration de coopération» de la réunion ministérielle mixte Opep-pays non membres de l'Opep tenue le 10 décembre 2016. Ce Comité est chargé de veiller à ce que ces objectifs soient réalisés grâce à la mise en œuvre des ajustements volontaires de la production du pétrole des pays Opep et non Opep. Co-présidé par le Royaume d'Arabie saoudite et la Russie, le JMCC est composé également de l'Algérie, les Emirats arabes unis, l'Iraq, le Kazakhstan, le Koweït, le Nigéria et le Venezuela. La 16e réunion du JMCC devrait avoir lieu en septembre 2019 à Abu Dhabi (Emirats arabes unis). S. K./APS

Céréales

Hausse du blé et du maïs sur Euronext

Les prix du blé et du maïs ont augmenté hier sur le marché européen, après une baisse en fin de semaine dernière. Peu avant midi (11h00 GMT), la tonne de blé a augmenté de 0,25 euro sur Euronext sur l'échéance de septembre, à 166,50 euros, ainsi que sur celle de décembre, à 170,5 euros,

pour 15 677 lots échangés. A la même heure, la tonne de maïs a augmenté de 0,25 euro à 165,25 euros pour l'échéance de novembre, et 0,50 euro sur l'échéance de janvier, à 169,25 euros, pour à peine 130 lots échangés. Pour le maïs, les conditions climatiques favorables aux Etats-Unis font bais-

ser les prix. En revanche en Europe, le rapport mensuel MARS de la commission européenne souligne le contraste entre les perspectives de rendements dans l'ouest et le centre-nord du continent «où les maïs ont souffert de vagues de chaleur, et d'un déficit de pluies en juin», et le centre-sud et le sud-

est de l'Europe, où les perspectives sont «nettement meilleures», indique Inter-courta. Le marché a suivi l'achat par l'Arabie saoudite de 780 000 tonnes d'orge fourragère. L'Egypte a lancé un appel d'offres pour du blé, ainsi que la Turquie.

Mahi O.

France

Baisse des tarifs réglementés du gaz appliqués par Engie dès septembre

Les tarifs réglementés du gaz, appliqués par Engie à des millions de foyers français, vont baisser en moyenne de 0,9% au 1^{er} septembre, a annoncé hier la Commission de régulation de l'énergie (CRE). «Cette baisse est de 0,2% pour les clients qui utilisent le gaz pour la cuisson, de 0,5% pour ceux qui ont un

double usage, cuisson et eau chaude, et de 1,0% pour les foyers qui se chauffent au gaz», détaille le régulateur. Dans sa délibération, la CRE souligne qu'il y a eu une hausse du coût d'approvisionnement d'Engie. Mais celle-ci a été plus que compensée par un mécanisme de lissage décidé fin juin par le gou-

vernement, si bien que les tarifs sont en retrait au final. Les tarifs réglementés d'Engie, appliqués à près de 4,2 millions de foyers français, varient habituellement d'un mois sur l'autre en fonction des coûts liés aux approvisionnements en gaz, aux infrastructures et à la commercialisation ainsi qu'à diverses taxes. Mais le

gouvernement avait décidé d'une baisse moins importante que prévu par ce mécanisme au 1^{er} juillet pour pouvoir ensuite lisser la baisse sur plusieurs mois afin de ne pas entraîner de variations trop importantes sur les factures à l'automne.

S. A.

Inde

La Banque centrale va verser 22 milliards d'euros au gouvernement

La Banque centrale indienne a annoncé un versement de 22 milliards d'euros au gouvernement, une aide bienvenue pour le Premier ministre Narendra Modi qui cherche à relancer la croissance de la troisième économie d'Asie. La croissance économique indienne tourne au ralenti ces trois derniers trimestres. Une décélération attribuée à une consommation en berne, qui a affecté les rentrées

fiscales sur fond de progression des dépenses de l'Etat pour soutenir un secteur agricole en difficulté. Ce ralentissement a fait perdre au pays son statut d'économie majeure la plus dynamique au profit de la Chine. Le taux de chômage est au plus haut depuis les années 1970. Le secteur automobile est particulièrement affecté, avec des ventes de voitures qui ont plongé de 31% en juillet – un neuviè-

me mois consécutif de baisse. Dans ce contexte, la Reserve Bank of India (RBI, banque centrale) a déclaré avoir approuvé un transfert de 1.760 milliards de roupies (22 milliards d'euros) au gouvernement. Cette annonce intervient quelques jours après la décision de l'exécutif, vendredi, d'injecter près de 9 milliards d'euros dans des banques publiques afin d'atténuer le manque de liquidités dans l'éco-

nomie indienne. Le gouvernement avait également annoncé l'annulation de la mise en place d'une taxe sur les ventes d'actions, introduite dans le budget présenté en juillet. Celle-ci avait inquiété les investisseurs étrangers et avait eu pour effet de faire brusquement baisser la valeur des actions indiennes.

Agences

Suède Un excédent commercial de plus de 600 millions d'euros en juillet

LA SUÈDE a enregistré un excédent commercial de plus de 600 millions d'euros en juillet sur un an, sous l'effet d'une hausse accrue des exportations, selon des chiffres officiels publiés. L'excédent est ressorti à 6,7 milliards de couronnes (625 millions d'euros), contre un déficit de 1,2 milliard enregistré en juillet 2018, a indiqué l'institut statistique national (SCB). Le pays scandinave a vu ses exportations bondir de 13% sur un an, contre une progression plus lente pour ses importations, en hausse de 5,8% par rapport à l'année dernière, à la même période. Sur les sept premiers mois de 2019, l'excédent commercial s'est affiché à 30,9 milliards de couronnes, contre un déficit de 18,2 milliards enregistré sur la période janvier-juillet 2018. En mars 2019, le pays a même affiché un excédent commercial au plus haut depuis six ans en mars, à 7 milliards de couronnes. Le pays nordique avait enregistré en 2016 son premier déficit commercial annuel depuis 1982. En 2018, il a triple son déficit commercial sur l'ensemble de l'année par rapport à l'année précédente. Depuis les années 80, l'économie suédoise a vu le poids de son industrie dans le produit intérieur brut divisé par deux, à 19%, tandis que son commerce extérieur était de plus en plus orienté vers les services.

R. E.

Production de dattes

Plus de 1,6 million de quintaux prévu pour cette saison agricole à Ouargla

■ Une production de 1 661 920 quintaux de dattes est attendue à Ouargla, au titre de l'actuelle saison agricole, a-t-on appris auprès de la direction locale des Services agricoles (DSA). Cette récolte prévisionnelle concerne notamment les trois variétés principales, à savoir «Deglet-Nour» (dattes fines), «Ghers» (dattes molles) et «Degla-Beida» (dattes sèches), avec un rendement moyen estimé à 68 qx à l'hectare, a-t-on précisé.

Par Nassima A.

La DSA compte réaliser, cette saison, une «bonne» récolte avec une hausse de plus de 11 000 quintaux comparativement à l'année précédente «si toutefois les conditions climatiques demeurent favorables», a-t-on signalé. Une campagne préventive de lutte contre le Boufaroua (*Oligonychus afrasiaticus*) et le Myelois (*Apomyelois ceratoniae*), principaux ravageurs du palmier dattier, a été effectuée à travers la wilaya avec le concours de l'Institut national de la protection des végétaux (INPV), a-t-on ajouté de même source. Classée parmi les premières wilayas productrices de dattes, en quantité et en qualité, la wilaya d'Ouargla dispose d'une richesse phoenicicole qui dépasse les 2,6 millions de palmiers-dattiers, dont 2 184 011 palmiers productifs, éparpillés sur une superficie de plus de 24 000 hectares, selon les statistiques de la DSA. A noter, par ailleurs, que des démarches sont entreprises par la chambre d'agriculture en coordination avec l'ensemble des acteurs



pour créer une coopérative susceptible de regrouper les producteurs de dattes de la wilaya,

toute en encourageant l'industrie de conditionnement de dattes et la production des dérivés de

dattes. Dans ce sillage, le complexe de conditionnement de dattes implanté au chef-lieu de

wilaya permet actuellement aux agriculteurs d'y écouler leurs récoltes de dattes, notamment la variété «Deglet Nour» destinée à l'exportation.

N. A./APS

Tébessa Plus de 400 contentieux dans les pratiques commerciales au premier semestre

Au total 446 contentieux dans les pratiques commerciales ont été recensés dans la wilaya de Tébéssa durant le premier semestre de l'année 2019, a-t-on appris auprès de la direction locale du commerce. «Des amendes dans le cadre de la conciliation ont été infligées à l'encontre des commerçants dans 250 cas sur le total des affaires traitées», a précisé le chef de service du contentieux et affaires juridiques, Naima Belmaki, détaillant que 148 de ces amendes totalisent un montant de plus de 1,89 million DA. Elle a ajouté que 118 amendes ont été payées pour un montant de 1,09 million DA versé au trésor public. La même responsable a précisé que 412 contentieux ont été transférés à la justice, soulignant que 305 décisions de justice pour le paiement d'amendes ont été établies pour un montant supérieur à 13,6 millions DA. S'agissant des contentieux dans le contrôle de la qualité et de la répression de la fraude, la même source a révélé que 279 cas ont été recensés au cours de la même période, où des amendes ont été infligées à des commerçants dans 89 affaires. En outre, la Direction du commerce a recensé 3 790 interventions dans le domaine du contrôle des pratiques commerciales, ce qui a permis de libeller 488 PV, dont 412 ont été traduits en justice. Les opérations de contrôle menées régulièrement par la direction du commerce de la wilaya de Tébéssa visent à réglementer l'activité commerciale à travers les 28 communes afin de préserver les consommateurs et la santé publique, a-t-on noté. M^{me} Belmaki a ajouté que plusieurs commerces ont été fermés au cours de la même période, pour non-respect des conditions des et des procédures en vigueur.

R. R.

Jijel

Production «record» du blé et d'orge

Une production «record» estimée à 39 000 quintaux de blé et d'orge a été réalisée au titre de l'actuelle campagne moisson-battage dans la wilaya de Jijel, contre 20 000 quintaux recensés lors de la dernière saison, a indiqué le directeur par intérim des services agricoles, Mouloud Boudjerda. La même source a expliqué que cette «production record a été réalisée grâce notamment à la mécanisation de la phase récolte des céréales, ainsi que la sensibilisation des agriculteurs quant aux différentes possibilités d'accompagnement de l'Etat pour la fili-

re céréales», soulignant que la wilaya de Jijel a connu «des précipitations régulières», ce qui permet de conforter le labour des agriculteurs et accroître la production. «Le renforcement du secteur avec trois nouvelles moissonneuses-batteuses acquises par les agriculteurs des communes de Setara, Milia et Djimla dans le cadre du crédit R'fig a également encouragé les agriculteurs à s'orienter vers la céréaliculture», a ajouté le même responsable. M. Boudjerda a rappelé que la wilaya de Jijel qui totalise 44 000 hectares de superficie agricole

ne disposait que d'une moissonneuse-batteuse et les agriculteurs devaient attendre l'acheminement des engins des autres wilayas pour récolter leur production céréalière, détaillant que la procédure s'est répercutée sur la culture céréalière. Aussi, la superficie allouée à la culture des céréales est passé de 700 hectares à 1 512 ha avec une moyenne de rendement de 27 à 40 quintaux par hectare, a révélé le responsable, grâce à l'accompagnement et la sensibilisation des agriculteurs, notamment en termes d'opportunités offertes par le crédit R'fig pour

l'acquisition des semences, d'engrais et des pesticides. Sur un autre registre, la même source a déclaré que la récolte des légumes secs notamment les fèves et les pois chiches dans la wilaya de Jijel a atteint 5 700 quintaux, soulignant que des efforts sont déployés pour développer la culture de lentilles. Pour rappel, la wilaya de Jijel compte une superficie agricole estimée à 98 000 hectares, dont 44 600 superficie agricole utile (SAU) répartie entre 39 000 hectares de pâturage et 7 230 hectares irrigués.

Samy Y.

Incendies à Tizi-Ouzou

Plus de 2 000 hectares de végétation proie des flammes

Une superficie totale de 2 287 hectares de végétation a été la proie d'incendies à travers la wilaya de Tizi-Ouzou, selon un bilan de la Conservation locale des forêts. Le document, établi du début de la saison et arrêté à la mi-août en cours, fait ressortir 249 feux enregistrés ayant fait disparaître 2 287 ha de surface et occasionné des pertes économiques estimées à 142 126 780,00 DA. Les surfaces incendiées se répartissent géographiquement à travers la

daira de Tizgirt touchée par 39 foyers d'incendies ayant occasionné la perte de 613 ha, suivie par Azzefoun avec 307 ha, Mekla 219,5 ha, Azazza 216 ha et Draa El-Mizan avec 193,5 ha brûlés. Le document de la conservation des forêts fait ressortir que les broussailles sont les plus touchées avec 40 % des surfaces incendiées, suivies des maquis avec 27%, les divers arbres fruitiers avec 25% et enfin les forêts avec 8%. S'agissant du nombre d'incendies enregistrés durant ces trois

mois, il est enregistré 31 durant le mois de juin qui ont fait périr une superficie de 93,5 ha, 149 qui ont ravagé 1 515 ha pour le mois de juillet et 69 incendies ayant fait disparaître 678,5 ha de végétation durant la première quinzaine du mois d'août. La conservation a noté, à ce propos, «un nombre important de départs de feux dès le mois de juin, ce qui n'est pas habituel pour un début de saison», occasionnés, selon la même source, par «l'apparition de conditions caniculaires persistantes». Par

ailleurs, et s'agissant des causes d'incendies, le document relève «la réduction ou l'absence de zones tampon entre le milieu naturel et le milieu habité enclavé, qui était souvent à l'origine d'importants départs de feux, par négligence et/ou par manque de vigilance». Au chapitre d'estimations financières des dégâts occasionnés par espèce, le chêne liège représente 80% du montant global des pertes occasionnées, estimées par la même source à 142 126 780, 00 DA. A.O.

Tunisie

Le ministère de l'Intérieur dément avoir demandé des informations accablant Nabil Karoui

■ Le ministère tunisien de l'Intérieur a démenti avoir demandé à l'homme d'affaires emprisonné Chafik Jarraya des informations ou des enregistrements qui pourraient se révéler accablants pour le candidat à l'élection présidentielle Nabil Karoui, selon des médias locaux.

Par Fella Y.

Ce dernier a été arrêté, vendredi, sous l'accusation de blanchiment d'argent. Il était considéré jusqu'ici comme l'un des favoris parmi les 30 candidats à la présidentielle anticipée du 15 septembre prochain. Le ministère a assuré dans un communiqué que «tout ce qui a été fait dans l'affaire (...) Karoui a été l'exécution d'un mandat émis par les organes judiciaires spécialisés». M^e Fayçal Jadlaoui, avocat de M. Jarraya, a affirmé sur la chaîne privée Nessma TV, propriété de M. Karoui, que son client avait été contacté en prison par des enquêteurs lui demandant des données incriminantes sur Nabil Karoui ou encore Hafehd Caïd Essebsi, directeur exécutif de Nidaa Tounes, le parti fondé par son père, le défunt président Béji Caïd Essebsi. Pour le ministère de l'Intérieur, ces propos «touchent à l'intégrité et à la crédibilité de l'appareil sécuritaire» et visent «aussi à impliquer l'appareil sécuritaire dans des tiraillements politiques». Il a précisé avoir saisi la justice pour ouvrir une enquête après les affirmations de Me Jadlaoui. Pour rappel, M. Karoui, homme d'affaires, président du parti Qalb Tounes (Au cœur de la Tunisie) et candidat à la présidentielle anticipée du 15 septembre, a été arrêté vendredi sur l'autoroute Tunis-Béja (nord-ouest), en exécution du mandat de dépôt délégué à son encontre par l'une des chambres de la cour d'appel de Tunis. L'affaire

remonte au 2 septembre 2016, quand l'ONG I Watch a décidé de porter plainte auprès du Pôle judiciaire, économique et financier contre M. Karoui et son frère Ghazi pour suspicion de blanchiment d'argent par l'intermédiaire de sociétés sises au Maroc, en Algérie et au Luxembourg.

Les postiers poursuivent leur grève générale

La grève des postiers enclenchée depuis le 21 du mois en cours en Tunisie, s'est poursuivie aussi, dans la mesure où il n'y a eu que trois bureaux de poste qui ont ouvert leurs portes dans la capitale, selon des médias locaux. Il s'agit du bureau de poste de Mohamed V à Tunis, de celui de Tunis Thameur et du bureau de Tunis République, précise l'agence TAP, notant que les postiers des autres wilayas du pays étaient tous en grève. D'après le membre de la Fédération générale de la poste tunisienne, Habib Tlili, la grève est décrétée dans 98% des bureaux de poste répartis sur tous les gouvernorats de la République. «La suspension de cette grève est tributaire de la reprise des négociations avec l'autorité de tutelle», a-t-il ajouté. Outre la grève observée depuis le 21 août dernier, les agents de poste tiennent depuis une semaine un sit-in dans les locaux du ministère des Technologies de la Communication et de l'Economie numérique. Les grévistes revendiquent essentiellement la mise en application des



accords relatifs aux promotions professionnelles et d'amender la loi organique relative à la poste. La grève des postiers coïncide avec la période d'inscription des élèves et étudiants aux établissements éducatifs et universitaires et celle de versement des pensions.

Augmentation des services de la dette extérieure cumulée de 44% en août

Les services de la dette extérieure cumulée ont augmenté de 44%, à la date du 20 août 2019,

par rapport à la même période de l'année écoulée, selon des données publiées par la Banque centrale tunisienne (BCT). La Banque Centrale a précisé que les services de la dette avoisinent, actuellement, les 6,5 milliards de dinars, alors qu'ils étaient au niveau de 4,5 milliards de dinars, une année auparavant.

Pour rappel, le ministère des Finances tunisien avait révélé, dans les Résultats provisoires de l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2019, publiés récemment, que le budget réservé au remboursement du principal de la

dette s'est élevé à 3,4 milliards de dinars, contre 2,2 milliards de dinars en juin 2018, ce qui correspond à une hausse de 54%. De même, le budget destiné au remboursement des intérêts de la dette a dépassé 1,9 milliard de dinars, à fin juin 2019, contre 1,6 milliard de dinars, l'année dernière (+18%). A noter que le budget alloué au remboursement du principal et des intérêts de la dette, durant le premier semestre 2019, représente presque le ¼ de l'ensemble des dépenses de l'Etat

F. Y./Agences

Sahara occidental/ Occupation marocaine

24 organisations exhortent le gouvernement portugais à prendre position

Des organisations syndicales et de la société civile portugaises ont signé un appel conjoint adressé au gouvernement portugais lui demandant de prendre «clairement position contre l'agression du Royaume du Maroc du peuple sahraoui» et de «mettre fin à l'occupation du Sahara occidental par le Maroc». La lettre, signée par 24 organisations nationales et publiée sur plusieurs sites portugais, y compris sur la page de l'Organisation internationale progressiste, a appelé également le Conseil mondial de la paix à faire respecter le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination, ainsi qu'à mettre en place un mécanisme permanent des Nations unies pour surveiller le respect des droits fondamentaux du peuple sahraoui dans les territoires occupés. S'adressant aussi au secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, les organisations portugaises

ont renouvelé «leur solidarité avec le peuple sahraoui, exigeant la fin immédiate des violences et de la répression par les forces d'occupation marocaines, en particulier depuis le 19 juillet». Ce jour-là, une militante sahraouie, Sabah Othman (24 ans), a été tuée par un véhicule des forces d'occupation marocaines qui a foncé à pleine vitesse sur

des manifestants sahraouis sortis célébrer pacifiquement la victoire de l'équipe algérienne de football lors de la finale de la Coupe d'Afrique des Nations. Dans leur lettre, les organisations portugaises ont demandé la cessation immédiate de la répression violente des forces d'occupation marocaines contre les militants sahraouis, souli-

gnant que «le peuple sahraoui vit depuis des décennies sous l'occupation du Royaume du Maroc – où il est soumis à des assassinats, à des tortures et à des arrestations arbitraires – alors que d'autres Sahraouis avaient été contraints de s'exiler et de survivre dans des camps de réfugiés dans des conditions extrêmement difficiles». Les organisa-

tions signataires ont précisé, en outre, qu'une solution juste du conflit sahraoui passait par «la fin de l'occupation marocaine des territoires du Sahara occidental, la mise en place d'un mécanisme permanent des Nations unies chargé de surveiller le respect des droits de l'Homme des Sahraouis dans les territoires occupés et la libération des prisonniers politiques sahraouis détenus dans les prisons marocaines». Tenant compte de toutes ces considérations, les organisations portugaises ont souligné que le gouvernement portugais est obligé de prendre une position claire vis-à-vis de l'agression du Royaume marocain contre le peuple sahraoui et d'exiger la relance des négociations entre le Maroc et le Front Polisario sous l'égide des Nations unies pour la tenue du référendum de l'autodétermination du peuple sahraoui.

Sara B./APS

Libye

Une attaque des pro-Haftar près de Gharyan repoussée

LES FORCES loyales au Gouvernement libyen d'union nationale (GNA), basé à Tripoli, ont affirmé avoir repoussé une attaque des forces rivales du maréchal Khalifa Haftar, pour tenter de reprendre Gharyan, selon un porte-parole. La perte, fin juin, de cette base arrière située à 100 km à au sud-est de Tripoli a été un dur revers pour le maréchal Haftar parti le 4 avril à la conquête de la capitale libyenne, à plus de 1 000 km de son bastion de Benghazi (est). «Des groupes de miliciens pro-Haftar se sont infiltrés dans des zones près de Gharyan et ont tenté d'avancer sous la couverture de drone pour reprendre la ville», a affirmé M. al-Mejili, porte-parole des forces du GNA. Il s'agit de la première tentative de forces pro-Haftar de reprendre cette ville stratégique où vivent 200 000 habitants. «Nos forces, avec l'appui de l'armée de l'air, ont repoussé l'attaque avant de se lancer aux trousses de ceux qui se sont entusés», a indiqué M. al-Mejili. Selon ce porte-parole, ces combats ont fait huit morts et 10 blessés parmi les forces du GNA et des dizaines de morts et blessés dans le camp adverse. Le maréchal Khalifa Haftar a lancé une offensive pour conquérir Tripoli mais après près de cinq mois d'affrontements meurtriers, ses forces, freinées par celles loyales au GNA, sont restées aux abords de la capitale.

R. M.



Nucléaire

L'Iran tempère la perspective d'une rencontre avec Trump

■ Le président Hassan Rohani a appelé hier les États-Unis à «faire le premier pas», en levant toutes les sanctions imposées à l'Iran sur le dossier nucléaire, au lendemain de propos de Donald Trump jugeant possible une rencontre avec son homologue iranien.

Par Rosa C.

En tournée en Asie, le ministre iranien des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, s'est montré encore plus sceptique, notant avoir décrit, lors de sa visite surprise au G7 de Biarritz, une telle rencontre comme «*inimaginable*» tant que Washington ne réintégrait pas l'accord international de 2015. Les tensions entre les États-Unis de M. Trump et la République islamique se sont exacerbées ces derniers mois, dans le sillage du retrait unilatéral américain de cet accord sur le nucléaire iranien, suivi du rétablissement par Washington de fortes sanctions contre Téhéran. Une légère dégradation est toutefois apparue à l'occasion du sommet du G7 ces derniers jours en France, Donald Trump n'écartant pas le principe d'une rencontre avec son homologue iranien. Commentant cette annonce,

Hassan Rohani a néanmoins, à son tour, posé des conditions. «*La première étape est de retirer les sanctions. Vous devez retirer toutes les sanctions illégales, injustes et erronées contre la nation iranienne*», a dit hier matin M. Rohani dans un discours retransmis sur la TV d'État. «*La clé d'un changement positif est entre les mains de Washington, car l'Iran a déjà exclu de faire ce qui inquiète le plus les États-Unis : la fabrication d'une bombe atomique*», a argué le président iranien. «*Si, honnêtement, c'est votre seule préoccupation, celle-ci a déjà été exclue par une fatwa émise par le guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei*», a-t-il avancé. La récente montée des tensions entre l'Iran et les États-Unis, avec des attaques mystérieuses contre des navires dans la région stratégique du Golfe, des drones abat-

craindre une escalade incontrôlable. Mais à la question «*est-il réalisable que vous rencontriez M. Rohani dans les prochaines semaines ?*» posée lundi par la presse en clôture du G7, Donald Trump a répondu par l'affirmative. M. Trump, qui avait dénoncé avec fracas l'accord sur le nucléaire iranien et exerce depuis une «*pression maximale*» sur l'Iran, a néanmoins conditionné une telle rencontre : que les «*circonstances*» soient réunies. La veille, le président français Emmanuel Macron, qui mène une médiation active en vue d'une désescalade, avait signé un coup diplomatique en invitant le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, à Biarritz. Lors d'une conférence de presse au G7, M. Macron a indiqué que les discussions lors du sommet avaient créé «*les conditions d'une rencontre et donc d'un accord*» entre les présidents américain et iranien. Il a dit espérer que cette rencontre puisse s'organiser «*dans les prochaines semaines*». «*Rien n'est fait, les choses sont éminemment fragiles*», a-t-il prévenu. Pour preuve, les propos tenus hier en Asie par M. Zarif, rapportés par la TV d'État : «*Lors de ma visite à Biarritz, j'ai dit que les perspectives d'une rencontre entre le président iranien et Trump étaient inimaginables*». Le dirigeant iranien n'a toutefois pas dit si l'issue de cette visite en France, et les propos de Donald Trump pouvaient modifier cette vision. A Téhéran, le président



Ph. > D. R.

Rohani s'était lui dit ouvert au dialogue dès lundi, malgré les critiques de l'aile dure du régime sur la visite de son ministre des Affaires étrangères en France. «*Faites le premier pas*», a martelé hier M. Rohani. «*Sans cette étape, le verrou ne sera pas débloqué*», a-t-il prévenu, lors de son discours prononcé dans le cadre de l'inauguration d'un projet immobilier à Téhéran. L'accord de Vienne sur le nucléaire reposait sur une levée des sanctions visant l'Iran en échange de l'engagement iranien de ne pas se doter de l'arme nucléaire. Mais, après le rétablissement de lourdes sanctions américaines affectant largement l'économie de la République islamique, Téhéran a riposté en rompant avec des engagements pris

aux termes de l'accord, et il menace de continuer à le détricoter s'il n'obtient pas de contreparties. Les Européens tentent de convaincre Donald Trump de desserrer l'étau des sanctions sur le pétrole iranien en échange d'un retour de Téhéran au respect de ses engagements et de l'ouverture de négociations pour renforcer l'accord de Vienne et encadrer le programme balistique iranien. Dans son discours hier, M. Rohani a encore pressé les États-Unis de «*revenir aux engagements*» pris par l'administration de Barack Obama dans le cadre de l'accord nucléaire. «*Nous cherchons à résoudre les problèmes d'une manière rationnelle, mais nous ne cherchons pas des "pauses photos"*», a-t-il dit. R. C.



Commentaire

Opposition

Par Fouzia Mahmoudi

Le temps presse en Grande-Bretagne pour trouver la meilleure façon de quitter l'Union européenne sans avoir à recourir à un Brexit sans accord, que beaucoup de Britanniques redoutent pour sa radicalité et les retombées que cela aura sur leur économie. Le patron du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, réunissant d'ailleurs les autres chefs de file de l'opposition pour tenter de faire front commun contre un Brexit brutal le 31 octobre, envisagé par le Premier ministre Boris Johnson. Le Labour, principale formation de l'opposition, fera «*tout ce qui est nécessaire*» pour empêcher une sortie de l'UE sans accord, a déclaré Jeremy Corbyn au journal «*The Independent*» avant la réunion prévue dans son bureau au Parlement à Londres. Il a également mis en garde contre les risques d'un «*no deal*» favorable au président américain Donald Trump qui, ardent défenseur d'un Brexit sans concession, a promis à Johnson «*un très grand accord commercial, rapidement*» après le retrait. Or, un Brexit sans accord «*ne nous rendra pas notre souveraineté, cela nous mettra sous le joug de Trump et des grosses entreprises américaines*», s'est inquiété le chef de l'opposition. Boris Johnson veut à tout prix quitter l'UE, avec ou sans accord de divorce, divisant profondément le Royaume-Uni, jusque dans son camp conservateur, dont une partie souhaite le maintien de liens étroits avec l'UE. Une césure brutale fait également craindre des pénuries alimentaires, de carburants et de médicaments, ainsi que le rétablissement de tarifs douaniers. Le Chef du gouvernement s'est dit lundi «*à peine plus optimiste*» sur la possibilité de s'entendre avec Bruxelles, à l'issue du sommet du G7. Londres et l'UE s'opposent sur le sort de la future frontière irlandaise, qui séparera le Royaume-Uni du marché unique européen, tout en se disant prêts à en discuter. Jeremy Corbyn estime que des élections générales anticipées seraient le meilleur moyen de contrecarrer un Brexit sans parachute. Il veut au préalable faire tomber l'Exécutif lors d'un vote de défiance après le retour de vacances du Parlement, le 3 septembre, et prendre la tête d'un gouvernement intérimaire avec l'objectif de repousser la date du Brexit. Le Labour ferait alors campagne pour un nouveau référendum sur l'appartenance à l'UE, qui mentionnerait la possibilité pour le Royaume-Uni de rester membre. Un scénario rejeté par la cheffe des libéraux-démocrates Jo Swinson, qui participe à la réunion aux côtés des députés Ian Blackford (parti nationaliste écossais SNP), Liz Saville-Roberts (parti gallois Plaid Cymru), Caroline Lucas (Verts) et l'ex-Tory Anna Soubry (indépendante). Aucun des conservateurs européens conviés n'a répondu à l'invitation, chacun d'eux étant peu désireux de voir le travailliste accéder au pouvoir. Reste à voir si malgré ce climat hypertendu, Johnson continuera à pousser pour un Brexit avec «*no deal*» ou s'il cédera face à la pression de ses opposants et se fera plus ouvert au dialogue avec les instances européennes. F. M.

Commerce

Accalmie entre la Chine et les États-Unis

Un calme aussi soudain que la tempête avait été brutale : après s'être accablés réciproquement de droits de douane et de reproches vendredi, la Chine et les États-Unis ont repris lundi le chemin de la négociation. «*Nous avons des négociations très significatives, qui n'ont jamais été aussi significatives*», a assuré le président américain, Donald Trump, depuis Biarritz, lors du sommet du G7. «*Les Chinois veulent un accord (...)* Je pense qu'on va en trouver un (...) Je ne pense pas qu'ils (les Chinois) aient le choix», a-t-il lancé, laissant espérer un répit dans un bras de fer qui pourrait faire dérailler pour de bon une économie mondiale en plein ralentissement. De son côté, le principal négociateur chinois, Liu He, a assuré que Pékin était prêt à «*résoudre calmement le problème par des consultations et la coopération*». «*Nous sommes résolument opposés à l'escalade de la guerre commerciale*», a ajouté M. Liu, cité par la presse financière. Les marchés financiers ont applaudi ce regain d'optimisme lundi à travers le

monde : à Wall Street, l'indice Dow Jones a pris 1,05% et le Nasdaq 1,32% à la clôture, et les Bourses européennes ont avancé à la fermeture un peu plus tôt. Dans ce climat d'apaisement, la dégringolade du yuan à la clôture face au dollar à 7,1512 yuans pour un dollar, une évolution favorable aux exportateurs chinois, est presque passée inaperçue. Il s'agit du plus bas niveau du yuan depuis 2008. Le milliardaire américain, qui a pour obsession la réduction du gigantesque déficit commercial qu'accusent les États-Unis, ne perd d'ordinaire jamais une occasion de se plaindre du bas niveau de la monnaie chinoise, dont le cours est étroitement contrôlé par Pékin. Reste à voir quel tour vont prendre en pratique les discussions, qui restent nimbées de nombreuses interrogations et se déroulent sur fond de campagne électorale aux États-Unis, avec un Donald Trump jouant à fond la carte du patriotisme économique. Le président américain a assuré que la demande de dialogue était venue de Pékin. «*La Chine a appelé la nuit dernière*

(...) Elle a dit «*revenons à la table des négociations*», alors on va y revenir», a-t-il dit, sans préciser qui avait «*appelé*» qui. Interrogé lors d'un point de presse, le porte-parole de la diplomatie chinoise, Geng Shuang, a dit ne pas être au courant de la conversation évoquée par M. Trump. Aucune date n'a été fixée pour cette reprise de contact. Lors de leur dernière négociation à Shanghai fin juillet, les deux parties avaient convenu de se revoir en septembre aux États-Unis, sans plus de précision. L'accalmie est aussi soudaine que la tempête avait été brutale vendredi, en particulier sur les marchés. Avant le week-end, la Chine avait annoncé un relèvement de ses droits de douane sur des produits américains représentant 75 milliards de dollars d'importations annuelles. Il s'agissait d'une riposte à des sanctions commerciales américaines déjà annoncées. Depuis le début, en mars 2018, du conflit commercial entre les deux premières puissances économiques du monde, elles se rendent ainsi coup sur coup.

Festival international de théâtre de Mont-Laurier

L'Algérie invitée

FESTIVAL INTERNATIONAL DE THÉÂTRE DE MONT-LAURIER

■ La 9^e édition du Festival international de théâtre de Mont-Laurier approche à grands pas, elle aura lieu du 5 au 11 septembre prochain avec la participation de 25 troupes de 17 pays des quatre coins de la planète. Parmi les pays invités, se trouve l'Algérie, mais aucune information sur les produits devant y prendre part n'a filtré jusqu'à l'heure.

Par Abla Selles

Pour prendre part à la 9^e édition du Festival international de théâtre de Mont-Laurier, plus de 80 troupes ont soumis leur candidature à «Double Défi», l'organisme qui met en scène l'événement. Ce dernier a dû procéder à une sélection difficile pour choisir, au final, 25 troupes provenant de 17 pays. Pour cette édition, plusieurs pays ont été invités, dont l'Algérie, qui figurera avec, entre autres, l'Allemagne, l'Argentine, le Bangladesh, la France, l'Italie, la Roumanie et la Syrie. Pour le moment, une soirée haïtienne et une soirée latine sont confirmées.

Marie-Claude Doré, présidente de Double Défi, affirme que «les retombées économiques du festival sont essentielles pour la région». «Avec 200 visiteurs étrangers des troupes et accompagnateurs, on parle d'environ 420 nuitées et 3 600 repas qui seront consommés chez nous, sans compter tous les visiteurs qui assisteront au festival», explique-t-elle. Selon une étude produite de «Festivals et Événements Québec», cette 9^e édition dispose d'un budget d'environ 125 000 dollars, et compte sur l'appui financier de la Ville de

Mont-Laurier (30 000 dollars), de la MRC d'Antoine-Labelle et du CLD (10 000 dollars), ainsi que plusieurs partenaires privés. Mais les organisateurs sont disposés à faire face à n'importe quel obstacle pour réussir cet événement, comme cela s'est

fait lors des éditions précédentes. Dans ce sillage, d'ailleurs, le président d'honneur du festival, Frédéric Bérard, dira : «Le terme de président d'honneur est un terme bien choisi, mais l'honneur, il est pour moi. Quand je suis allé au festival en

2017, j'ai été soufflé par l'ampleur des échanges culturels. Voir ma ville natale s'ouvrir aux cultures d'à travers le monde est un sentiment spécial». Pour les Algériens présents dans cet événement, ce sera une occasion de partager avec la population de

Mont-Laurier et les troupes internationales l'identité culturelle de l'Algérie, notamment lors des soirées organisées par «Zone Emploi» sous le chapiteau au centre-ville. Une opportunité pour tous les participants.

A. S.

Festival du film francophone d'Angoulême

Le film «Papicha» triplement primé

Le long métrage de fiction «Papicha», de la réalisatrice Mounia Meddour, a décroché dimanche soir les prix du public et celui du meilleur scénario du 12^e Festival du film francophone d'Angoulême (France), en plus du prix de la meilleure actrice revenu à Lina Khoudri, annonce l'équipe du film. Ce premier long métrage de Mounia Meddour, présenté en avant-

première lors du dernier Festival de Cannes en mai dernier, s'est vu attribué le Valois du public et celui du scénario, alors que le Valois de l'actrice est revenu ex aequo à Lina Khoudri et à la Française Nina Meurisse. D'une durée de 90 mn, «Papicha» revient sur le quotidien de jeunes femmes en Algérie dans les années 1990, à travers l'histoire d'une étudiante vendant

ses créations de haute couture dans les boîtes de nuit pour se lancer comme styliste. Le casting du film réuni, entre autres, Shirine Boutella, Amira Hilda et Samir El Hakim. Le jury de ce festival, qui s'est tenu du 20 au 25 août, a attribué le Valois de diamant au film «Les hirondelle de Kaboul», coréalisé par les Françaises Zabou Breitman et Eléa Gobbé-Mévellec. Ce film,

également présenté lors du dernier Festival de Cannes, est une adaptation du roman éponyme publié en 2002 par le célèbre écrivain algérien Yasmina Khadra.

L. B.

Festival de cinéma de Saint-Sébastien

Un prix réservé à Donald Sutherland

L'acteur canadien Donald Sutherland va recevoir un prix pour l'ensemble de sa carrière au Festival de cinéma de Saint-Sébastien (nord de l'Espagne), ont annoncé lundi ses organisateurs. Agé de 84 ans, «Sutherland a incarné avec talent des dizaines de personnages dans tous les genres : du drame au cinéma de guerre en passant par le thriller, l'horreur ou la science-fiction», ont-ils souligné. Ce prix lui sera remis le 26 septembre. L'acteur, qui avait reçu en 2017 un Oscar d'honneur pour sa carrière, a joué dans plus de 150 films dont «MASH» de Robert Altman,

«Des gens comme les autres» de Robert Redford, «1900» de Bernardo Bertolucci, «Les Douze Salopards» de Robert Aldrich ou

encore «Ne vous retournez pas» de Nicolas Roeg. Le festival de Saint-Sébastien (20-28 septembre) doit aussi décerner cette

année un prix honorifique à l'actrice espagnole Penélope Cruz et au cinéaste franco-grec Costa-Gavras.

R. C.

La suite de «Breaking Bad» sur Netflix «El Camino» est de retour

BREAKING BAD, l'énorme succès de Vince Gilligan, connaîtra une suite sur Netflix dès le 11 octobre prochain. En effet, «El Camino» qui est très attendu par les fans a dévoilé une première bande-annonce pour le moins intrigante. C'est sur Netflix que les millions de fans de la série «Breaking Bad» pourront se ruer sur cette suite directe dont l'intrigue se déroulera juste après la fin du dernier épisode. Pour rappel, [Spoiler Alert], la scène finale avait vu Walter White (Bryan Cranston) perdre la vie et Jesse Pinkman (Aaron Paul) fuir d'une très

lourde captivité. La bande-annonce, partagée sur Twitter par Netflix US il y a déjà quelques heures, questionne en légende : qu'est-il arrivé à Jesse Pinkman ? Elle met en scène le personnage de Skinny Pete qui prétend ne pas savoir où se trouve Jesse Pinkman. On comprend que ce dernier s'est retrouvé en cavale et que l'intrigue du film «El Camino» donnera une juste fin à un second rôle qui faisait à lui seul une très grosse partie de l'aura de la série. Rendez-vous le 11 octobre sur Netflix.

A. A.

AGEND'ART

Musée d'art moderne d'Oran

Jusqu'au 31 août :

Exposition de l'artiste Rahim Sadek.

Théâtre de Verduze Laâdi-Flici (Alger-Centre)

Le 19 septembre 2019 : Concert de Kendji Girac à 20h30.

Galerie d'arts Le Paon (Centre des arts de Riadh El Fethi, niveau 104, local 1B32, El-Madania, Alger)

Du 21 septembre au 20 octobre :

Exposition «Convergence» de l'artiste Mohamed Krour. Vernissage le samedi 21 septembre à partir de 15h.

Institut Français d'Alger

Du 15 septembre au 28 novembre :

Exposition des plus beaux paysages du Sud capturés par Oussama Hamdi.



Jeux africains 2019 /Karaté Do

13 médailles pour l'EN, dont deux en or

LES KARATÉKAS algériens ont remporté 13 médailles (2 or, 2 argent, 9 bronze), lors de la dernière journée des épreuves de karaté Do (kata et kumité) des Jeux africains 2019, disputées lundi à Rabat (Maroc). Les médaillés d'or algériens ont été décrochés par Chaïma Midi (kumité, -61 kg) et l'équipe masculine de kumité, alors que les deux breloques en argent ont été l'œuvre de Mohamed Bouakel (kumité, -67 kg) et Hocine Daikhi (kumité, +84 kg). Les médailles de bronze ont été remportées par Kamelia Hadj Said (kata), Abdelhakim Haoua (kata), l'équipe féminine kata, l'équipe masculine kata, Lamya Matoub (kumité, -68 kg), Widad Draou (kumité, -55 kg), Anis Brahimi (kumité, -84 kg), Imene Taleb (kumité, -50 kg) et l'équipe féminine de kumité. L'Algérie représentée par 18 athlètes (10 messieurs, 8 dames) visait quatre médailles d'or aux JA-2019, avait indiqué à l'APS le président de la Fédération algérienne de la discipline (FAK), Slimane Mesdoui, un objectif loin d'être atteint par les représentants algériens. Lors des JA-2015 à Brazzaville (Congo), la sélection algérienne de karaté-do avait remporté 6 médailles d'or.

Mezouar, alors que l'haltérophilie féminine est représentée par Fatma-Zohra Laghouati (59 kg), Ikram Cherara (71 kg), Hireche Bouchra Fatma-Zohra (81 kg), Meryam Benmiloud (55 kg) et Kheira Hammou (64 kg). Les épreuves d'haltérophilie des JA-2019 se poursuivent jusqu'au 30 août. Par ailleurs, l'athlète Saadia Zeggane s'est adjugée la médaille de bronze du tir sportif (spécialité trap) des Jeux. Zeggane qui a totalisé 26 points, a été devancée par l'Égyptienne Maggy Ashmawi (39 points) et la Marocaine Yasmine Marirhi (35 points). La deuxième Algérienne Lynda Benkhoucha a terminé au pied du podium avec 23 points. Les épreuves de tir sportif des JA-2019 se poursuivent jusqu'au 30 août.

L'EN dames de foot éliminée

La sélection algérienne féminine de football (U-20) s'est inclinée face à son homologue nigériane sur le score de 0 à 3, en demi-finale du tournoi des Jeux africains 2019, disputée lundi à Rabat (Maroc). Les Algériennes joueront pour la médaille de bronze, aujourd'hui, face au perdant de la deuxième demi-finale opposant le Maroc au Cameroun, prévue à partir de 18h00. La finale du tournoi de football féminin des JA-2019, est prévue aujourd'hui.

R.S.

L'Algérie toujours dans le Top 5 au tableau

L'Algérie a conservé sa 4^e position au tableau des médailles des 12^e Jeux africains de Rabat (19-31 août), avec un total de 67 consécrations (15 or, 17 argent et 35 bronze), à l'issue des finales jouées lundi pour le compte de la 8^e journée. L'Égypte caracole seule en tête avec 116 médailles dont 37 or, suivie de l'Afrique du Sud 56 médailles dont 25 or et le Maroc avec 68 médailles dont 22 or.

Deux médailles de bronze en haltérophilie et tir sportif

L'haltérophile algérienne Meryam Nada Benmiloud a décroché la médaille de bronze de la catégorie (-55 kg) des Jeux africains 2019, à l'issue des épreuves disputées lundi à Rabat (Maroc). Benmiloud qui a soulevé un total de 148 kg a été devancée par deux Nigériennes, Adenike Olanrinoyi (209 kg) et Chika Amalah (208 kg). L'haltérophilie algérienne prend part aux Jeux africains 2019 avec 10 athlètes. Il s'agit pour les messieurs de Seriak Nafaa (73 kg), Rabah Chouïya (109 kg), Farès Touairi (81 kg), Saddam Messaoui (96 kg) et Mohamed Fethi (102 kg), entraînés par le duo Abdelkader Aouina et son adjoint Abdelaziz

Ligue 2 (sanctions)

Un match à huis clos pour la JSMS

LA JSM SKIKDA (Ligue 2 algérienne de football), a écopé d'un match à huis clos pour «envahissement du terrain par le public entraînant un arrêt momentané de la rencontre», en déplacement face au RC Arbaâ (0-2), a annoncé lundi la Ligue de football professionnel (LFP) sur son site officiel. Outre cette sanction, la JSMS devra s'acquitter d'une amende de 100 000 dinars, précise la même source. Cette rencontre, disputée vendredi dernier au stade de Larbaâ, entrainait dans le cadre de la 1^{re} journée du championnat de Ligue 2. Par ailleurs, le président de l'AS Boussaâda, Chakib Oussama, a écopé d'un match de suspension (interdiction de terrain et de vestiaires), pour «mauvais comportement envers officiel». En Ligue 1, l'entraîneur du MC Oran, Si Tahar Chérif El-Ouezzani, s'est vu infliger un match de suspension (interdic-

tion de terrain et de vestiaires), plus une amende de 30 000 dinars pour contestation de décision. Enfin, le joueur de l'USM Bel-Abbès Abaci Ahmed a été suspendu pour trois matchs et une amende de 30 000 dinars pour «voie de faits», alors que le sociétaire du CABB Arreridj, Derouache Abdelmehdi, a écopé de deux matchs de suspension et 20 000 dinars d'amende pour comportement antisportif.

Portugal

Kerrouche opte pour Aves

LE MILIEU de terrain algérien, Redouane Kerrouche, s'est engagé, cette semaine, avec le club portugais du CD Aves (D1) pour les trois prochaines saisons. L'ancien du Paris FC a décidé de se lancer dans une nouvelle aventure après avoir résilié son contrat avec le club belge de l'OH Louvain, il n'aura évolué qu'une seule saison en deuxième division belge. Le milieu de terrain de 25 ans a déjà débuté les entraînements avec son nouveau club et renforcera l'entrejeu du CD Aves. Il a signé au même moment qu'un autre milieu de terrain, le jeune Brésilien, Luiz Fernando.

USM Alger

Le bout du tunnel pour les Rouge et Noir ?

■ La désignation d'un administrateur pour la gestion du club algérois, l'USM Alger, dont l'homme d'affaires Ali Haddad est le principal actionnaire, semble entrevoir un meilleur avenir pour cette formation qui se trouve dans une situation très difficile.



Les Rouge et Noir proches de régler leur crise financière

Par Mahfoud M.

En effet, il faut savoir que les comptes du club sont bloqués depuis l'emprisonnement de Haddad, ce qui a créé une situation extrême puisque les dirigeants n'ont pas de quoi payer les joueurs et les membres du staff technique et ne peuvent pas assurer les déplacements de l'équipe qui joue sur plusieurs fronts cette saison, avec le championnat et la Coupe d'Algérie et la Ligue des champions d'Afrique. Ainsi, l'administrateur qui sera désigné par le ministère des Finances aura le droit de puiser dans les comptes bloqués du club ce qui permettra le règlement de la situation de l'équipe et le paiement des salaires des joueurs et des entraîneurs. Par ailleurs, l'avocat du club algérois, Maître Ahmed

Dahim, a tenu une conférence de presse pour expliquer la situation de cette formation en déclarant que l'USMA n'est pas poursuivie en justice et le problème réside seulement dans le blocage des comptes qui a engendré cette crise financière aigue. L'avocat du club a révélé qu'on ne peut pas ouvrir un autre compte tant que l'actuel compte est bloqué, ajoutant que la SSPA est tout à fait légale surtout après avoir désigné un autre président qui est Chendri Mustapha après l'incarcération de Haddad. Sur un tout autre volet, l'équipe s'est retrempe dans la préparation du championnat national, après avoir décroché son billet qualificatif pour les seizièmes de finale de la Ligue des champions d'Afrique où elle retrouvera les Kenyans de Ghor Mahya. Tout le monde souhaite continuer sur la

même lancée et réaliser de bien meilleurs résultats lors des prochaines confrontations qui attendent la formation usmiste. Pour ce qui est de la rencontre de la prochaine journée de la Ligue, l'USMA qui devra affronter l'AS Ain M'Ilia devra jouer dimanche prochain au stade Omar-Hamadi d'Alger. Samedi, c'est le Paradou AC qui donnera la réplique à la JS Kabylie sur le même stade, sachant que la LFP refuse de programmer les matchs le vendredi pour des raisons sécuritaires. Il est clair que la formation de Soustara vise la victoire lors de ce match face aux M'Ililis pour continuer son bon parcours en championnat jusque-là avec une victoire à domicile face à l'ESS et un nul à l'extérieur de ses bases face au CSC.

M. M.

Olympique Marseille

Les Phocéens n'ont pas les moyens pour Belaili

L'Olympique de Marseille (Ligue 1 française football) n'a pas voulu donner suite à une

proposition relative au recrutement de l'ailier international algérien Youcef Belaili, rapporte lundi France Football sur son site officiel. Le directeur sportif du club phocéen, l'Espagnol Andoni Zubizarreta, «a préféré ne pas donner suite pour un transfert estimé entre 2 et 3 millions d'euros», précise la même source. France Football souligne que le sociétaire de l'ES Tunis était également en contacts avancés avec Angers SCO pour un retour où il avait joué une match en 2017-

18. Mais les différentes parties n'ont pas trouvé d'accord financier». Belaili (27 ans) était l'un des joueurs clés de l'équipe nationale, lors de la dernière CAN-2019 remportée par les Verts en Egypte, pour la deuxième fois de leur histoire. Devenu titulaire à part entière depuis l'arrivée de Djamel Belmadi à la tête du staff technique, le natif d'Oran a inscrit deux buts à la CAN-2019, face au Sénégal (1-0) en phase de poules, et à la Guinée (3-0) en 1/8^e de finale.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi Ouzou

Une personne tuée dans un accident de la route

UNE PERSONNE a trouvé la mort avant-hier en fin de journée dans un accident de la route survenu au village Ibakarene dans la commune de Bouzeguène (60 km à l'Est de Tizi Ouzou). Selon les indications fournies par la Protection civile, la victime, un

homme de 54 ans, était au volant d'un tracteur qui s'est renversé succombant à ses graves blessures sur les lieux alors que son accompagnateur a été évacué dans un état de choc vers la polyclinique de Bouzeguène.

Hamid M.

Djezzy

De nouveaux forfaits internet

DJEZZY, leader des technologies de communications numériques, annonce le lancement de nouveaux forfaits Internet pour répondre aux attentes des clients particuliers et entreprises confirmant, une fois de plus, son engagement de généraliser l'usage de l'internet mobile en Algérie. En effet, dans un communiqué, l'opérateur en téléphonie mobile explique qu'il s'agit de nouveaux forfaits internet se déclinant comme suit : Forfaits mensuels : 60Go à 2 000 DA, 15 Go à 1 000 DA et 6 Go à 500 DA, Forfait hebdomadaire : 3 Go à 300 DA et un forfait journalier : 1

Go à 100 DA, 250 Mo à 50 DA et 100 Mo pour 30 DA. Ne s'arrêtant pas là, Djezzy offre une remise de 50% sur les souscriptions qui suivent la première Forfaits mensuels : 60Go à 1 000 DA, 15 Go à 500 DA et 6 Go à 250 DA, forfait hebdomadaire : 3 Go à 150 DA, forfaits journaliers : 1 Go à 50 DA, 250 Mo à 25 DA et 100 Mo pour 15 DA. Pour profiter des nouveaux forfaits internet, l'opérateur recommande à ses abonnés de composer le *707#, accédez à la Djezzy App ou à la page internet de Djezzy.

R.N.

Accidents de la route en zones urbaines

5 morts et 120 blessés le week-end dernier

CINQ personnes ont trouvé la mort et 120 autres ont été blessées à différents degrés dans 107 accidents de la route survenus en zones urbaines, ont indiqué mardi, les services de la Sûreté nationale. Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents en sus d'autres facteurs, selon ces mêmes services. A cet effet, la Direction générale de la Sûreté

nationale (DGSN) appelle les usagers de la voie publique «à faire preuve de prudence et de vigilance lors de la conduite, à respecter le code de la route, à éviter l'excès de vitesse et à veiller au contrôle régulier de leurs véhicules, mettant à leur disposition, 24h/24h, le numéro vert 1548 et celui de secours 17».

Anis Z.

Drogue

Plus de 5 quintaux de kif traité saisis à Béchar

PLUS de cinq quintaux de kif traité ont été saisis avant-hier à Béchar par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale et des services des Douanes, indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et dans la dynamique des opérations visant à contrecarrer la propagation du fléau du narcotrafic dans notre pays, un détachement de l'Armée nationale populaire, en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale et des services des Douanes algériennes, a saisi, le 26 août 2019 à Béchar, une grande quantité de kif traité s'élevant à cinq quintaux et cinquante-trois

kilogrammes», a précisé la même source. D'autre part, un détachement de l'ANP «a intercepté, à In Guezam un pistolet mitrailleur de type kalachnikov, une quantité de munitions, 6 morceaux de TNT, 6 capsules de détonateur, 2 mètres de cordon détonateur, 4 groupes électrogènes et 5 marteaux piqueurs», alors que «4 groupes électrogènes et 8 marteaux piqueurs ont été saisis à Djaneb».

A Annaba, des éléments de la Gendarmerie nationale «ont déjoué une tentative d'émigration clandestine de dix personnes», tandis que «vingt-quatre immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à In Salah».

Melissa A.

RENTÉE SCOLAIRE DIFFICILE POUR LES PARENTS



Louvis

Djalou@hotmail.com

Naftal/Sétif

Un véhicule prend feu dans une station-service faisant cinq blessés

■ Un véhicule de tourisme ayant à son bord cinq personnes a pris feu mardi au niveau de la station-service autoroutière des Babors nord (wilaya de Sétif), a indiqué hier dans un communiqué l'Entreprise nationale de commercialisation et de distribution des produits pétroliers (Naftal).

Par Mohamed N.

L'incident s'est produit aux environs de 3h:30 du matin lorsqu'un véhicule de tourisme a pris feu au niveau de la partie moteur au moment où il quittait l'îlot de distribution après s'être approvisionné en GPL/C «selon les conditions de sécurité en vigueur», a précisé Naftal. «L'intervention rapide et instantanée des agents Naftal a permis de venir à bout de l'incen-

die qui s'est propagé à l'intérieur du véhicule», note le communiqué. Après la maîtrise du feu, les blessés ont été immédiatement évacués vers l'hôpital de Sétif, note Naftal. Cet incident a causé des blessures aux cinq passagers. Trois d'entre eux ont été légèrement blessés et les deux autres ont été brûlés au deuxième degré au niveau des membres supérieurs. «Quatre d'entre eux ont quitté l'hôpital. Etant diabétique, le cinquième

blessé est resté en observation», a fait savoir le document. Par ailleurs, Naftal a indiqué qu'une enquête a été ouverte par les services habilités de l'entreprise nationale «pour identifier les causes exactes de ce regrettable incident», dont les premiers éléments d'information ont montré que l'installation du kit GPL/C n'a pas été faite au niveau des centres de conversion de Naftal.

M. N.

MDN

Découverte d'une quantité d'armes près des frontières sud à Tamanrasset

Un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) a découvert, avant-hier, lors d'une patrouille de fouille menée près des frontières sud à Tamanrasset, une quantité d'armes composée de sept roquettes du lance-roquettes RPG-7, deux charges propulsives pour le même lance-roquettes, ainsi que deux bombes de confection artisanale, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense

nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 26 août 2019 lors d'une patrouille de fouille menée près des frontières sud à Tamanrasset sept roquettes du lance-roquettes RPG-7, deux charges propulsives pour le même lance-roquettes, ainsi que deux bombes de confection arti-

sanale», note la même source. Cette opération «venant s'ajouter à l'ensemble des résultats concrétisés sur le terrain, confirme la grande vigilance et la ferme détermination des forces de l'ANP déployées le long de nos frontières, à déjouer toute tentative d'intrusion, d'introduction d'armes ou d'atteinte à la sécurité du pays et sa stabilité», a ajouté le communiqué du MDN.

R.N.

Oran

Mise en échec d'une tentative de trafic de plus de 30 kilos de kif

Les services de la sûreté de la wilaya d'Oran ont réussi, au cours de cette semaine, à mettre en échec une tentative de trafic de plus de 30 kilos de kif traité lors d'une opération qui a permis de neutraliser un réseau spécialisé dans cette activité criminelle, ont indiqué hier les mêmes services. Il s'agit d'un réseau criminel spécialisé dans la détention et la commercialisation de stupéfiants transfrontalier

composé de 4 personnes âgées entre 26 et 53 ans, tous des repris de justice, dont deux personnes faisant l'objet de recherches dans des affaires similaires, se déplaçant avec de fausses identités, selon la même source. Les quatre individus ont été arrêtés, à bord d'un véhicule, en flagrant délit par les éléments de la brigade de lutte contre le trafic de drogue et de psychotropes du service de la police judiciaire de

la sûreté de wilaya d'Oran, après une enquête sur cette bande. En effet, 30 kilos de kif traité ont été saisis à bord du véhicule, ainsi que des documents d'identité falsifiés et une somme d'argent. D'autre part, après une perquisition effectuée dans le domicile de l'un des mis en cause, une quantité de 128 grammes de kif traité a été également trouvée. Les quatre suspects seront traduits devant la justice.

Malek H.